

La France a donc ratifié par voie parlementaire le traité sur la stabilité, la coopération et la gouvernance qui entrera en vigueur début 2013 si trois pays de la zone euro sur les huit qui ne l'ont pas encore ratifié l'adoptent d'ici là.

Apparemment, cela ne dérange pas les députés de se déposséder eux-mêmes de leur prérogative historique, ce dont ils n'auraient en principe même pas le droit : comment les représentants du peuple peuvent-ils décider unilatéralement d'abandonner à une technocratie le pouvoir qui leur a été confié par le peuple ? Arnaud Montebourg, le chantre de la démondialisation, du haut de son ministère, ne peut que sauter d'une usine en voie de délocalisation à une entreprise en faillite, tandis que les parlementaires « de gauche » alliés du gouvernement « socialiste » ultralibéral, communistes et écologistes, ont voté le budget mais pas le traité budgétaire européen, qui le placera pour les années à venir sous la tutelle de la Commission de Bruxelles. Les « révolutionnaires » Daniel Cohn-Bendit et José Bové s'inquiètent du « nationalisme de gauche » et du refus d'une Europe supranationale, selon eux seule institution capable de protéger ses enfants de la crise alors qu'elle est coupable de les y avoir exposés.

On hésite entre les mots de Bossuet (Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes) et d'Einstein (on ne résout pas les problèmes avec les modes de pensée qui les ont engendrés). Afin de ne pas avoir à assumer cette dichotomie (et par conséquent quitter le gouvernement ou la majorité – le véritable pouvoir décisionnel a beau avoir disparu, ses oripeaux suffisent à cette clique de valets), tous, favorables ou pas au TSCG, en nient l'extrême importance et se cachent sous l'avis politique du conseil constitutionnel (et dans une moindre mesure de la cour constitutionnelle allemande) qui estime qu'il ne porte pas atteinte à la souveraineté nationale.

Cet acte de haute trahison de nos dirigeants a néanmoins le mérite de révéler en pleine lumière aux Français la connivence de l'UMP et du PS. Espérons que ceux qui ces derniers jours se sont opposés à la transformation de notre assemblée nationale en musée, Nicolas Dupont-Aignan, Marine Le Pen et Jean-Pierre Chevènement, sachent rassembler leurs forces en un mouvement de résistance nationale et de salut public.

Jean-Yves Dufour, pour *Salut public*, 14 octobre 2012